

Entretien des endoscopes et risque infectieux : des différences entre établissements ?

F. Stordeur¹, L. Hoisnard¹, D. Verjat-Trannoy¹, L. Lacavé¹, O. Ali-Brandmeyer², M. Péfau³, L. Simon², P. Astagneau¹ et les membres du groupe de travail "Audit endoscopie" du Grephe

1- CCLin Paris-Nord 2-CCLin Est 3-Cclin Sud-Ouest

P-165

Introduction

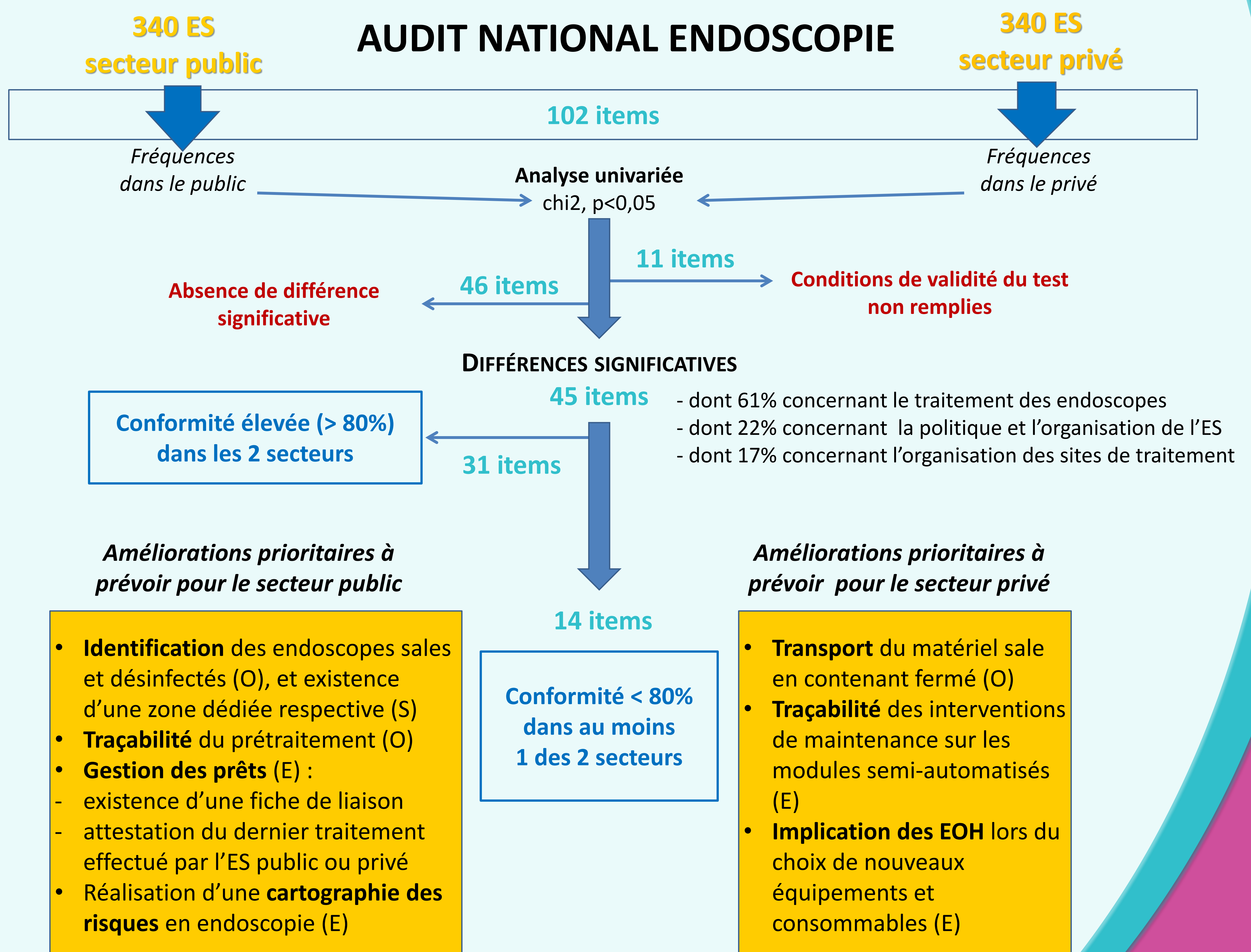
L'audit national « Endoscopie » réalisé en 2015 portait principalement sur le traitement des endoscopes. Sur les 699 établissements de santé (ES) participants, la majorité était des CHRU, CH et cliniques MCO (N = 680, 97%). Des différences existant entre les structures privées et publiques (taille, financement, personnel, etc.), nous avons comparé les résultats de l'audit entre les ES des deux secteurs.

Matériel et méthodes

Chaque ES volontaire devait répondre à quatre séries d'items, correspondant aux thématiques suivantes : « établissement » (E), « observation du traitement » (O), « site de traitement » (S) et « personnel ». La comparaison entre secteur public et secteur privé (incluant les Espic) présentée ici ne porte pas sur la partie « personnel » de l'audit.

Pour chaque item testé, des fréquences ont été calculées dans les deux secteurs, puis comparées au moyen d'une analyse univariée. Parmi les items présentant une différence significative, nous nous sommes intéressés à ceux pour lesquels l'une au moins des deux fréquences était inférieure à 80% pour établir des priorités par secteur.

Résultats



Conclusion

La comparaison réalisée sur les 102 items s'est avérée informative : sur les 91 items analysables, des différences significatives ont été observées entre les deux secteurs sur 50% des items. Il s'agit pour une majorité d'entre eux (environ 2/3) d'items relatifs au traitement des endoscopes (fiche « observation ») ; toutefois les fréquences associées étaient majoritairement supérieures à 80% et les écarts toujours inférieurs à 10%.

Le plus gros écart mesuré est de 24% et concerne le prêt des endoscopes (fiche « établissement »).

La comparaison des items avec différence significative et conformité inférieure à 80% (N = 14) a permis d'identifier des axes d'amélioration spécifiques aux deux secteurs étudiés.